

**PROFERT AGRI SPA**

# **Cahier des Charges**

**Réalisation d'un complexe de production de produits maraichers**

**Lot N° : EQUIPEMENTS CHAMBRE FROIDE**

# CONTRAT

N° .....

**Conclu**

**ENTRE :**

Profert Agri SPA

Sise4 Chemins Bejaia.

Représentée par Ali Meziani, Président Directeur général, désigné ci-après par le Contractant

D'une part

**Et ;**

La Société : .....

Sise à : .....

RC N° : .....

RIB N° : .....

Représentée par : .....

Ci- après désignée le cocontractant

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :



# SOMMAIRE

- Article 01** : Objet du contrat
- Article 02** : Mode de passation du contrat
- Article 03** : Pièces contractuelles
- Article 04** : Mode d'évaluation des travaux
- Article 05** : Définition des prix
- Article 06** : Montant du contrat
- Article 07** : Délais d'exécution
- Article 08** : Pénalité de retard
- Article 09** : Force majeure
- Article 10** : Travaux supplémentaires
- Article 11** : Avenants
- Article 12** : Sous-traitance
- Article 13** : Paiement des travaux
- Article 14** : Election Domicile
- Article 15** : Domiciliation bancaire du cocontractant
- Article 16** : Résiliation
- Article 17** : Règlement des litiges
- Article 18** : Assurances du cocontractant
- Article 19** : Conditions de réception des ouvrages et délai de garantie
- Article 20** : Nature des prix
- Article 21** : Les avances
- Article 22** : Retenue de bonne exécution
- Article 23** : Retenue de garantie
- Article 24** : Assurance décennale
- Article 25** : Franchise TVA
- Article 26** : Entrée en vigueur du contrat
- Article 27** : Date et lieu de signature du contrat

## **Annexes**

**Annexe 01** : Prescription communes

**Annexe 02** : Prescription techniques

**Annexe 03** : Description des travaux

**Annexe 04** : Prix unitaires

**Annexe 05** : Estimation des quantités

## **Article01 : Objet du contrat**

Le présent contrat a pour objet la réalisation du lot N° : **Equipements Chambre Froide** du complexe de production de produits maraichers sis à Sidi Okba dans la wilaya de Biskra.

## **Article02 : Mode de passation du contrat**

Le présent contrat est conclu de gré à gré après avis Appel d'offres National

## **Article 03 : Pièces contractuelles**

Le présent contrat comprend les pièces contractuelles suivantes :

- 01- Le contrat.
- 02- Le sommaire
- 03- Les annexes 01 et 02

## **Article 04 : Mode d'évaluation des travaux**

Les travaux, objet du présent contrat, sont évalués au mètre, c'est-à-dire que le règlement des travaux sera opéré en application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement exécutées et conformément aux plans d'exécution.

## **Article 05 :Définition des prix**

Les prix définis par le bordereau des prix unitaires sont en hors TVA et comprennent toutes les charges, sujétions et frais nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage.

## **Article 06: Montant du contrat**

Le montant global du présent contrat est arrêté en TTC à la somme de :

En chiffres .....(DA)

En lettres ..... (DA)

Ces prix définis par le bordereau des prix unitaires sont en hors TVA et comprennent toutes les charges, sujétions et frais nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage.

## **Article 07: Délai d'exécution**

Le délai d'exécution des travaux défini dans le présent contrat est arrêté à : ....., à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Ne sont toutefois pas inclus, les journées d'intempéries dûment prouvées et constatées, les journées d'impraticabilité du terrain ainsi que les arrêts de travaux ordonnés par le contractant par ordre de service.



## **Article 08 : Pénalités de retard.**

En cas de retard dans les délais d'exécution fixés à l'article 07, le cocontractant, subira une pénalité de retard. Le montant de la pénalité est déterminé à dix pour cents (10%) sur chaque situation présentée hors délais.

Le cocontractant est exonéré de l'application des pénalités de retard pour la période considérée dans le cas où ce dernier apporterait la preuve que les retards constatés ne relèvent pas de sa responsabilité pour lesquels il est délivré, des O.D.S d'arrêt ou de reprise des travaux.

En cas de force majeure, les délais sont suspendus et les retards ne donnent pas lieu à l'application des pénalités de retard dans la limite fixée par les ODS d'arrêt et reprise pris en conséquence par le service contractant.

## **Article 09 : Force majeure :**

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible de nature anormale indépendant de la volonté des parties contractantes ayant pour conséquence d'empêcher totalement ou partiellement l'exécution de leurs obligations.

Dans le cas où il interviendrait un événement qui constituerait un cas de force majeure, les délais de l'une des parties concernées par la force majeure seront prorogés automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance de celui-ci.

Il est entendu que cette prorogation n'entraînera pas des pénalités de retard, la partie qui évoque le cas de force majeure devra, aussitôt après la survenance d'un cas de force majeure, adresser à l'autre partie une notification expresse. Cette notification devra intervenir dans les quinze (15) jours calendaires et doit être accompagnée de toutes les informations et documents circonstanciés utiles.

Tout retard pour cas de force majeure, non notifié dans les conditions et formes ci-dessus, ne sera en aucune façon retenu pour les décomptes des délais contractuels.

Dans tous les cas, la partie concernée devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de force majeure. Au cas où la partie empêchée par un cas de force majeure estimerait que l'incidence sur les délais est supérieure à la durée même du cas de force majeure, elle se rapprocherait de l'autre partie pour arrêter en commun la durée du retard. Toutefois, le débiteur, retardé dans l'exécution de sa prestation par un cas de force majeure, fera son possible et prendra ses dispositions pour réduire ou effacer les conséquences qui résulteraient dans l'exécution du contrat.

## **Article 10 : Travaux supplémentaires**

Le cocontractant ne doit en aucun cas entreprendre, sans l'accord préalable du contractant, l'exécution des travaux supplémentaires ou non prévus dans le contrat.

Les travaux, doivent, dans tous les cas d'espèce, faire l'objet d'un avenant et d'un ordre de service.

## **Article 11 : Avenants**

Si des modifications, dans la mise en œuvre des travaux, interviennent par rapport aux prévisions initiales il sera conclu des avenants couvrant ces nouveaux travaux et des ordres de service seront émis.

À tout moment de la réalisation des travaux, le contractant peut annuler ou modifier tout ou partie d'ouvrages, s'il le juge nécessaire.



## **Article 12 : Sous-traitance**

Le cocontractant ne peut recourir à la sous-traitance sans accord préalable du contractant.

## **Article 13 : Paiement des travaux**

Le paiement des travaux s'effectuera par acomptes mensuels sur présentation de situations des travaux réalisés et accompagnées des relevés contradictoires de prises d'attachements.

## **Article 14 : Election Domicile**

Les notifications, les avis et les procès-verbaux qui doivent être adressés mutuellement entre parties contractantes ne sont valables que par courrier postal recommandé et expédié aux adresses suivantes :

**Pour le cocontractant :** .....  
.....

**Pour le contractant :** Profert Agri SPA. 04 chemins 06000 Bejaia

## **Article 15: Domiciliation bancaire du cocontractant**

Le contractant se libérera des sommes dues par lui au titre du présent contrat en faisant donner crédit au compte ouvert auprès de la banque .....

Agence de : ..... Wilaya.....

RIB : .....

## **Article 16 : Résiliation**

Le contractant se réserve le droit de résilier le contrat par simple lettre recommandée, avec accusé de réception, notifiée à l'entrepreneur et sans qu'il ait besoin d'une procédure judiciaire, dans les cas suivants :

- Si l'entrepreneur, cinq (05) jours après la date de signature du contrat, n'a pas entamé du contrat
- En cas de faillite ou liquidation judiciaire de l'entreprise.
- Sous-traitance ou cession totale ou partielle
- Non-respect de l'une ou plusieurs obligations découlant du contrat en particulier, assurances des ouvriers, régularité de sa situation envers les caisses de sécurité sociale, congés payés et administrations fiscales entre autres.
- Si l'entrepreneur, par négligence, incapacité, mauvaise foi ou toutes autres causes ne se conforme pas aux dispositions des clauses contractuelles ainsi qu'aux ordres écrits et mises en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai déterminé.
- Lorsque l'entrepreneur aura abandonné les travaux pendant quarante-huit (48) heures constatées et si malgré la mise en demeure de reprendre les travaux, l'entrepreneur ne répond pas à ces injonctions ou reprend les travaux avec lenteur manifeste.
- Après avoir accumulé plus de 7 jours de retard non justifié par des intempéries ou des cas de force majeure.

A la suite de la résiliation du contrat par le contractant, suite au non-respect par le cocontractant de ses engagements contractuels, les incidences financières résultant de cette résiliation notamment la passation d'un nouveau contrat avec une nouvelle entreprise seront à la charge du cocontractant.



## **Article 17 : Règlement des litiges**

Le règlement à l'amiable des litiges, nés à l'occasion de l'exécution du présent contrat doit être privilégié.

Lorsque le règlement à l'amiable n'est pas possible, le litige sera soumis la chambre administrative de la cour de Bejaia pour règlement définitif. Sa décision est définitivement opposable aux 2 parties.

## **Article 18 : Assurances du cocontractant**

Le cocontractant doit, avant le démarrage des travaux, remettre au contractant les documents justifiant qu'il a contracté toutes les assurances prévues aux textes réglementaires en vigueur, notamment l'assurance contre l'effondrement des travaux en cours et la responsabilité civile à l'égard de tiers.

Le cocontractant doit souscrire les contrats d'assurance appropriés permettant de garantir contre les risques énumérés ci-après :

### **18-1 Accidents de la circulation :**

Doivent être garantis par le cocontractant, tous les risques relatifs aux accidents de la circulation, les garanties doivent notamment couvrir :

- Les véhicules et autres engins mobiles, propriétés du cocontractant
- Les personnes transportées.
- Les tiers

### **18-2 Accidents du travail :**

Les accidents du travail survenant au personnel du cocontractant doivent être garantis conformément à la réglementation en vigueur.

### **18-3 Responsabilités civiles :**

Doivent être garantis par Le cocontractant, les responsabilités civiles lui incombant, en raison des dommages qui pourraient être causés entre le commencement et la fin des travaux et qui seraient causés aux auxiliaires et aux mandataires du contractant ou aux tiers, par les travaux objet du présent contrat, les marchandises, les matériels, les installations ou le personnel du cocontractant.

### **18-4 Présentation des polices d'assurance :**

- a) Le cocontractant est tenu de présenter au contractant avant le début d'exécution des travaux, les copies originales des polices d'assurances contractées pour la couverture des risques énumérés ci-dessus. Elles devront toutes comporter une clause interdisant leur résiliation, sans un avis préalable de la compagnie d'assurance au contractant. Ces polices devront être prises auprès d'une (ou) plusieurs compagnies (s) d'assurances. Le contractant pourra refuser toute police qui ne lui conviendrait pas, en donnant les raisons motivées de son refus.
- b) Le cocontractant devra également fournir au contractant des attestations émanant de la ou des compagnies d'assurances certifiant que les primes ont bien été réglées.
- c) Aucun employé ne sera admis à travailler sur le chantier, objet de ce contrat, sans avoir été assuré au préalable et que le cocontractant aura remis au contractant ou à son représentant les documents attestant que tous les employés sont couverts par la CNAS.

Un registre des employés, présents sur le chantier, sera tenu quotidiennement à jour avec les noms, prénoms, dates de naissance et copie de la carte nationale d'identité des employés présents sur le Chantier. Ce registre sera remis quotidiennement au contractant et/ou son représentant qui pourra effectuer les contrôles de son choix. Ce registre sera quotidiennement signé et daté par le contractant ou son représentant et le cocontractant ou son représentant.





Toute personne quittant, définitivement le chantier, devra être rayée, le jour-même de son départ du chantier, de ce registre et toute personne nouvellement recrutée devra être au préalable assurée et son attestation remise au contractant ou à son représentant.

Il est strictement prohibé d'employer une personne malade, ou présentant des signes de maladies contagieuse, virale ou psychique.

Il est strictement interdit d'employer une personne non assurée.

Le non-respect de ces règles exposera le cocontractant à des poursuites judiciaires.

d) Si le cocontractant ne souscrit pas toutes les assurances précédemment citées, le contractant est habilité à souscrire, en son lieu et place, lesdites assurances dont les primes seraient récupérées sur les sommes dues par lui au titre des travaux réalisés.

## **Article 19 : Conditions de réception des ouvrages et délai de garantie :**

### **19-1 Réception provisoire**

A l'achèvement complet des travaux du présent contrat, le cocontractant informera, par lettre recommandée, le contractant en vue de la réception provisoire qui sera sanctionnée par un procès-verbal signé par les 2 parties : le contractant et cocontractant et le bureau d'études désigné par le contractant pour le représenter et pour suivre les travaux.

Dans le cas où des malfaçons ou des défaillances seraient constatées, le contractant ou son représentant pourra refuser la réception provisoire et la reporter à une date ultérieure, jusqu'à ce que les réserves soient levées. Par contre, si des retouches ou des modifications de faibles importances, sont nécessaires, sans que l'utilisation de l'ouvrage soit affectée, le contractant ou son représentant pourra admettre la réception avec réserves mentionnées au procès-verbal qui précisera le délai sous lequel ces réserves devront être levées; Si, à l'expiration de ce délai, les retouches ou modifications demandées n'ont pas été effectuées, celles-ci pourront être réalisées par le contractant, aux frais, risques et périls du cocontractant.

Durant la période de garantie, le cocontractant est tenu de remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres qui surviendraient à l'ouvrage, sauf pour ceux ne relevant pas de sa responsabilité.

Une réception provisoire partielle est prononcée chaque fois que le contractant use de son droit de prendre possession anticipée d'une partie des travaux.

### **19-2 Délai de garantie**

Le délai de garantie des travaux faisant l'objet du présent contrat est fixé à douze (12) mois à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire des travaux.

### **19-3 Réception définitive**

Si l'ensemble des réserves formulées ont été levées, la réception définitive est prononcée à l'expiration de la période de garantie de douze (12) mois.

La convocation du contractant pour prononcer la réception définitive se fera à l'initiative du Cocontractant, par lettre recommandée.

## **Article 20 : Nature des prix**

Les prix unitaires établis par les soumissionnaires seront non révisables et non actualisables pendant toute la durée de l'exécution du présent contrat.



**Article 21 : Les avances**

Il n'est pas prévu d'avance forfaitaire ou pour approvisionnement dans le cadre du présent contrat.

**Article 22 : Retenue de bonne exécution**

La retenue de garantie qui est prévue par le contrat, à la charge du cocontractant, est prélevée par fractions sur chacune des situations présentées au paiement.

Le montant de la retenue de garantie est de 5 % du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

**Article 23 : Retenue de garantie**

La retenue de bonne exécution prévue à l'article 24 sera transformée en retenue de garantie à la date de réception provisoire, prononcée sans réserves. La libération de cette retenue se fera par main levée qui sera prononcé un mois après la date de la réception définitive (fin de garantie).

**Article 24 : Assurance décennale**

Le cocontractant s'engage à souscrire une assurance garantissant la responsabilité civile décennale pour une durée de (10) dix ans qui prendra effet à compter de la date de la réception définitive.

**Article 25 : Entrée en vigueur du contrat :**

Le présent contrat entrera en vigueur dès sa signature par les parties contractantes et sa notification au cocontractant par ordre du service.

**Article 26 : Date et lieu de signature du contrat.**

Le présent contrat est signé a Bejaia le.....

Fait à ..... le .....

**LE SOUMISSIONNAIRE**

(Nom, prénom, qualité et cachet du signataire).



## 4 Le cahier des prescriptions communes



## 4

### **Le cahier des prescriptions communes**

#### **Article 01 : Obligation du cocontractant**

Le cocontractant est responsable de la totalité des travaux qui doivent répondre aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

#### **Article 02 : Fourniture des matériaux et produits fabriqués :**

Toutes les fournitures, matériaux et produits qui seront utilisés pour la réalisation des ouvrages, objet de ce contrat, devront être soumis au contractant ou à son représentant pour approbation. Il est strictement interdit d'utiliser des fournitures, matériaux ou produits non approuvés par le contractant ou son représentant.

#### **Article 04: Prescriptions générales:**

Tous les travaux compris dans le présent contrat ou ordonnés en cours de réalisation seront exécutés suivant les normes techniques en vigueur, conformément aux plans qui seront remis au cocontractant, le jour de la signature du contrat. Ces plans seront remis contre accusé de réception.

Le cocontractant devra, avant d'entamer l'exécution des travaux, soumettre à l'approbation du contractant ou de son représentant, quand elle n'est pas précisée au contrat, la marque de tous les matériaux qu'il compte utiliser avec les procès-verbaux de résistance au laboratoire et les certificats d'homologation.

#### **Article 05: Constatations des métrés :**

Les métrés seront dressés contradictoirement par le cocontractant et le contractant ou son représentant chargé de suivi.

Les situations, mémoires et décomptes seront produits par le contractant en cinq (05) exemplaires.

#### **Article 06: Attachements des travaux :**

Le cocontractant devra, sous sa responsabilité, faire connaître en temps utile et avant qu'ils soient cachés, les ouvrages et fournitures dont les quantités et les qualités ne pourraient pas être constatés ultérieurement.

Les attachements des travaux ou fournitures dont la nécessité aurait été rendue évidente en cours d'exécution devront être établis contradictoirement par le cocontractant, le contractant ou son représentant.

#### **Article 07 : Ordre de service :**

L'ordre de service prescrivant le commencement des travaux sera délivré par le contractant après signature du contrat. Toute modification de travaux ou de prix fera également l'objet d'ordres de service et d'avenants.

#### **Article 08 : Paiement des travaux :**

Le paiement des travaux s'effectuera par acomptes mensuels, sur présentation de situations des travaux réalisés, accompagnées des relevés contradictoires de prises d'attachements.



### **Article 09 : Droits de timbres et d'enregistrement :**

Le présent contrat est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement

### **Article 10 : Installation provisoire du chantier :**

Toutes les installations et constructions provisoires nécessaires à l'exécution des travaux sont à la charge du cocontractant.

Le cocontractant soumettra, pour approbation, un plan d'organisation de chantier au contractant ou son représentant.

### **Article 11 : Installation et organisation du chantier :**

L'installation et l'organisation du chantier sont à la charge du cocontractant.

Le cocontractant est réputé connaître parfaitement la situation de l'état des lieux, leurs conditions d'accès ainsi que les difficultés d'exécution des travaux.

Il lui appartiendra de s'informer de tous les règlements administratifs auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux et de prévoir les charges éventuelles dans ses prix unitaires.

En outre, il sera responsable de la protection du chantier contre les intempéries, inondation et éboulement de terrain. Tous les ouvrages provisoires éventuellement nécessaires pour assurer cette protection sont à sa charge. Il doit assurer une protection de chantier par une clôture sur l'ensemble du terrain suivant les limites définies aux plans de masses.

Il prendra connaissance des réseaux de distributions d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, d'égouts etc , Pouvant exister sur le terrain afin d'éviter toute détérioration.

### **Article 12 : Calendrier d'avancement des travaux :**

Avant le début du chantier, le cocontractant établira un planning prévisionnel des travaux en faisant ressortir ses moyens humains, par catégorie professionnelle, moyens matériels, ainsi que les quantités des matériaux nécessaires à l'approvisionnement constant du chantier. Ce document sera soumis à l'approbation du contractant ou de son représentant (les moyens humains et matériels doivent être conformes à ceux prévus au contrat).

### **Article 13 : Respect du calendrier :**

Dans le cas où l'avancement des travaux ne correspondraient pas au planning établi, le contractant ou son représentant chargé du suivi des travaux se réserve le droit de prendre les mesures appropriées pour son application.



**Article 14 : Responsabilité du cocontractant en ce qui concerne les dégâts, les gênes causées aux tiers et les mesures d'ordre de sécurité :**

Le cocontractant sera, seul responsable des dégâts causés aux tiers. Il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour réparer tous les dégâts et tout gêne causée aux tiers.

Le cocontractant prendra, spontanément, toutes les mesures d'ordre et de sécurité pour éviter les accidents sur son chantier et aux abords.

La signalisation du chantier devra être assurée conformément aux dispositions réglementaires d'hygiène, sécurité et environnement, en vigueur.

**Article 15 : Présence du cocontractant sur le chantier :**

Le cocontractant sera tenu d'assister personnellement ou se faire représenter par un représentant susceptible de prendre des décisions sur chantier, lors des réunions hebdomadaires fixées par le contractant ou son représentant.

La direction du chantier devra être effectivement assurée sans interruption. Si la qualification du responsable ne parait pas suffisante, le contractant ou son représentant pourra demander son remplacement.

**Article 16 : Déclaration d'ouverture de chantier :**

En application des dispositions du décret exécutif 05/12 du 08/01/2005, relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité, applicables au secteur du bâtiment et notamment son articles 05 qui prévoit que tout entrepreneur, ayant plus de 09 neuf travailleurs sur un chantier, doit déclarer le personnel, 10 dix jours avant l'ouverture de son chantier, à la caisse nationale des assurances sociales(CNAS) et à l'organisme chargé de la prévention des risques professionnels.

A cet effet, un formulaire est joint au présent projet de contrat.

Fait à ..... le .....

**LE SOUMISSIONNAIRE**

(Nom, prénom, qualité et cachet du signataire).

## **5**

### **Le cahier des prescriptions techniques**





## 5

# Le cahier des prescriptions techniques

### **Article 01: Dispositions techniques, approvisionnements et installation du chantier**

Le cocontractant remettra, pour approbation dans un délai de sept (07) jours, après la signature du contrat, un plan d'installation du chantier et un planning de montage et démontage des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux

Sur ces plans devront figurer :

- L'emplacement des bureaux de chantier (pour le contrôle technique maître de l'œuvre et le maître de l'ouvrage).
- Les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués avec les surfaces de stockage à l'air libre.
- Les bureaux de gardiennage.
- Les installations destinées au personnel (vestiaires, sanitaires etc...)
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des accès aux bureaux.
- Les zones de mise en dépôt provisoire des déchets.
- Tous autres détails, non énumérés ci-dessus et que l'entreprise jugerait bon d'ajouter pour faciliter l'organisation du chantier.

### **Article 02: Réunions de coordination et respect des plannings**

Chaque fois qu'il est requis, le cocontractant ou son représentant se rendra aux convocations du contractant ou de son représentant, au siège de la société ou sur le chantier.

Aucune opération ne peut être retardée ou suspendue en raison de son absence.

Pendant la durée des travaux, le cocontractant doit se mettre en relation avec les autres entreprises activant sur le chantier. Il devra coordonner les opérations du chantier avec les autres entreprises afin d'assurer le bon ordre du chantier et la sécurité des travailleurs. Il devra procéder à tout échange de renseignements ou documents utiles à cet effet.

Il est prévu des réunions hebdomadaires de chantier auxquelles le cocontractant ou son représentant devra assister avec le contractant ou son représentant et les différents intervenants sur le chantier.

Ces réunions peuvent être demandées, à tout moment, par l'un ou l'autre des intervenants sur le chantier.

Toutes directives et instructions techniques destinées au cocontractant émaneront du contractant ou de son représentant.

Le cocontractant devra faire connaître, par écrit, au contractant ou son représentant, au plus tard dans un délai de huit (08) jours, tout fait de nature à modifier les dates d'exécution prévues au calendrier général, s'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles ou de cas de force majeure.

Les dates de mise à disposition prévues au planning contractuel ne pourraient être prorogées de la durée des intempéries et des pénuries de matériaux, surtout quand celles-ci présenteraient un caractère nettement exceptionnel par la durée de leur intensité ou leur fréquence.

### **Article 03 : Contrôle et essais des matériaux**

Le cocontractant est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir, à ses frais, tout échantillon qui lui serait demandé en vue des essais qui seront pris en charge par lui.

Le contractant se réserve le droit de prescrire, en cours de la réalisation des travaux, des essais complémentaires.

### **Article 05 : Accès aux lieux**

Le contractant ainsi que toutes les personnes autorisées peuvent accéder sur le chantier et aux lieux des travaux en cours, sans que le cocontractant puisse entraver ce droit de visite ou de le limiter par quelque mesure que ce soit jusqu'à l'achèvement total des travaux et leur réception.

### **Article 06 : Hygiène et sécurité**

Le cocontractant devra se conformer aux lois et règlements sanitaires, médicaux et d'hygiène en vigueur en Algérie. Le cocontractant sera responsable de la sécurité du travail et devra de ce fait:

- Nommer un responsable HSE avant le début des travaux.
- Veiller à ce que toutes les mesures de sécurité soient prises pour assurer la protection des personnes et des ouvrages, notamment munir le personnel de gilets d'identification, de chaussures de sécurité, de casques de chantier et d'EPI. En outre, tous les travaux en hauteur devront être effectués avec des harnais de sécurité et sous le contrôle du responsable HSE.
- Pourvoir aux soins immédiats sur le chantier et à l'évacuation rapide de toute personne accidentée.
- Prendre des dispositions utiles pour parer aux risques d'incendie.
- Tout le personnel employé sur le chantier devra recevoir une induction HSE avant le début des travaux.
- Toute nouvelle recrue devra aussi recevoir cette induction HSE. Ces inductions auront lieu en présence du contractant ou de son représentant et un PV sanctionnant ces inductions sera signé entre le contractant ou son représentant et le cocontractant. Ces inductions devront être réalisées à la satisfaction complète du contractant ou de son représentant.

### **Article 07 : Responsabilité en cas d'accident – assurances**

Le cocontractant est tenu responsable de tous les dommages corporels et matériels causés aux tiers résultant des travaux effectués par lui sur le chantier et aux environs.

Les indemnités dues en cas d'accident sont payées par lui sans qu'il ait préjudice de son droit de recours contre l'autre partie.

Ces risques sont couverts par des contrats d'assurances souscrits auprès des assurances Algériennes par lui et à ses frais, la responsabilité du contractant ne saurait être mise en cause, en aucun cas.

## **Article 08 : Nettoyage du chantier**

Après achèvement des travaux, le cocontractant devra procéder au nettoyage du chantier et à l'enlèvement de tout matériel, matériaux excédentaires et de toutes les installations provisoires. Le terrain et les ouvrages devront être en état de propreté.

La réception provisoire pourra être différée si ces conditions ne sont pas remplies.

Le contractant ou son représentant se réserve le droit de fixer un délai convenable pour le nettoyage du chantier, passé ce délai et après mise en demeure, il pourra charger une autre entreprise de nettoyer et débayer le chantier aux frais de cocontractant.

Fait à ..... le .....

**LE SOUMISSIONNAIRE**

(Nom, prénom, qualité et cachet du signataire).

## BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES

N°	Désignation	Prix unitaire
<b>CHAMBRE FROIDE</b>		
01	Fourniture et pose panneaux sandwich frigorifique ep de 100 mm et un coefficient de transmission thermique de 0.24 W /K m². La tôle des panneaux est la 6/10 mm. Les joints sont colmatés avec du polyuréthane ou construits en dur avec isolation en polystyrène. Le mètre carré: .....	.....
02	Fourniture et pose porte pour la chambre froide sectionnelle industrielle construite avec des panneaux sandwich de 40 mm d'épaisseur, recouverte de tôle d'acier pré peinte et isolée avec de la mousse de polyuréthane haute densité (45 kg / m³). Le glissement se produit dans des guides en acier galvanisé robustes, qui garantissent la fiabilité, la robustesse, la fluidité de mouvement et un fonctionnement silencieux. La portes sectionnelles doivent etre conforme à la norme EN 13241-1 et est équipée de systèmes de parachute de sécurité en cas de rupture de ressorts ou de cordes. avec automatisation Fermeture complète ou partielle avec la technologie de codeur absolu. dim 2.80/ 3.40mm Unité: .....	.....
03	Fourniture et pose Groupe de condensation (compresseur et condenseur) et équipements d'une chambre froide capacité 26.5 KW y compris évaporateur (batterie froide et ventilateurs), Un filtre deshydrateur et un voyant liquide, régulation pomp-dawn pour faciliter le retour d'huile au compresseur, un thermorégulateur robuste il assure la régulation de la température et la gestion du dégivrage, Pressostat de sécurité HP Il fait arrêter le compresseur lorsque la pression atteint un seuil dans le but de protéger l'installation, Pressostat de basse pression BP Il assure la protection contre les basses pressions, tuyauterie raccordement. Armoire de commande qui contient tous les composants nécessaires pour la protection de tous les moteurs et le compresseur et toutes autres sujétions de bonne exécution. Unité: .....	.....

Fait à ..... le .....  
**LE SOUSMISSIONNAIRE**  
(Nom, prénom, qualité et cachet du signataire).

N°	DESIGNATION	U	Quantité	PU	Montant
01	Fourniture et pose panneaux sandwich frigorifique ep de 100 mm et un coefficient de transmission thermique de 0.24 W /K m². La tôle des panneaux est la 6/10 mm. Les joints sont colmatés avec du polyuréthane ou construits en dur avec isolation en polystyrène.	M2	465.00		
02	Fourniture et pose porte pour la chambre froide sectionnelle industrielle construite avec des panneaux sandwich de 40 mm d'épaisseur, recouverte de tôle d'acier pré peinte et isolée avec de la mousse de polyuréthane haute densité (45 kg / m³). Le glissement se produit dans des guides en acier galvanisé robustes, qui garantissent la fiabilité, la robustesse, la fluidité de mouvement et un fonctionnement silencieux. La portes sectionnelles doivent être conforme à la norme EN 13241-1 et est équipée de systèmes de parachute de sécurité en cas de rupture de ressorts ou de cordes. avec automatisation Fermeture complète ou partielle avec la technologie de codeur absolu. dim 2.80/ 3.40mm	U	3		
03	Fourniture et pose Groupe de condensation (compresseur et condenseur) et équipements d'une chambre froide capacité 26.5 KW y compris évaporateur (batterie froide et ventilateurs), Un filtre deshydrateur et un voyant liquide, régulation pomp-dawn pour faciliter le retour d'huile au compresseur, un thermorégulateur robuste il assure la régulation de la température et la gestion du dégivrage, Pressostat de sécurité HP II fait arrêter le compresseur lorsque la pression atteint un seuil dans le but de protéger l'installation, Pressostat de basse pression BP II assure la protection contre les basses pressions, tuyauterie raccordement. Armoire de commande qui contient tous les composants nécessaires pour la protection de tous les moteurs et le compresseur et toutes autres sujétions de bonne exécution.	U	2		
<b>Total HT:</b>					
<b>T.V.A. (19%) :</b>					
<b>Total TTC:</b>					

Arrêtée la présente Soumission à la somme en toutes taxes comprises de : ..... DA  
Soit en toutes lettres:

.....

Fait à ..... le .....

**LE SOUMISSIONNAIRE**

(Nom, prénom, qualité et cachet du signataire).

